

JUIN 88

L'ARME

N°4

15 fr

DE LA CRITIQUE...

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

" PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. "

SOMMAIRE :

 Avant-propos à l'édition italienne

de "POUR UN SECOND MANIFESTE

COMMUNISTE"

 MAI 68, UN ANNIVERSAIRE ?

 COURRIER

 LA GORBATCHADE

PUBLICATIONS DU F.O.R

//////

EN FRANCAIS

Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis30,00
Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis ..30,00
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis 30,00
Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret30,00
Fausse trajectoire de Révolution Internationale10,00
Alarme spéciale organisation (n°13)5,00
Alarme collection complète par 10 numéros40,00
Pour un second manifeste communiste25,00
Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme ..25,00

EN ESPAGNOL

Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis150,00
Pro segundo manifiesto comunista 25,00
Llamamiento y exhorto a la nueva generación 15,00
Trayectoria quebrada de Revolución Internacional 10,00
Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949) 15,00
Análisis de un vacío, cincuenta años después, el trotskismo
Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)
El SWP y la guerra imperialista (1945) 30,00
Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satélites ; C/U 55,00

ECRIVEZ NOUS! PRENEZ CONTACT AVEC NOUS!
MILITEZ POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE !

POUR TOUTE CORRESPONDANCE: FRANCE "ALARME" BP329
75624 PARIS CEDEX 13

ESPAGNE "ALARMA"(sans autres mentions)
APDO 5355
BARCELONA- ESPANA

LES PAIEMENTS DE PUBLICATIONS ET LES ABONNEMENTS DOIVENT ETRE
EFFECTUES A L'ORDRE DE: ALARME CCP N°151628 U PARIS

LISEZ "ALARME" !

depot légal: 1°trim.88
directeur de publication
P.Marechal
comm.paritaire 61890

AVANT PROPOS A L'EDITION ITALIENNE DE
POUR UN SECOND MANIFESTE COMMUNISTE

Depuis la publication, en France, de ce Manifeste, on nous a questionné, non sans persiflage : quel besoin y a-t'il d'un second Manifeste communiste ? Il y en a aussi qui voient une profanation dans le titre du nôtre. Ceci ne mérite guère de réponse, sauf parce que cela nous ramène à l'objection antérieure.

Marx et Engels - il est pertinent de le rappeler - étaient d'incoercibles iconoclastes, y compris par rapport à eux-mêmes, car aucun autre moyen n'existe d'échapper au cloisonnement du système fermé. Le premier répliqua à ceux qui lui parlait des marxistes d'Europe continentale : "je ne suis pas marxiste". Ainsi établissait-il, tacitement, une définition adogmatique de la pensée révolutionnaire, très mal saisie aujourd'hui. Engels, quant à lui, exprima comment Marx et lui avaient mené à pied d'oeuvre quantité de matériaux qui avaient besoin d'être élaborés. A présent il faut y joindre les matériaux charriés depuis lors par la lutte des classes mondiale. C'est donc à dessein que nous accomplissons cette profanation. Une seule chose importe : savoir si elle s'articule ou non avec la longue file de toutes celles que la pensée révolutionnaire a commises, et qu'elle ne peut pas ne pas commettre sans s'asphyxier. Le texte de Pour un Second Manifeste Communiste, que nous invitons à comparer avec le texte classique, constitue par lui-même une réponse. Nonobstant, pour rassurer les esprits qui en auraient besoin, il convient de préciser quelques points d'importance.

Depuis le temps écoulé après la date où Marx et Engels écrivaient, le capitalisme est allé en se parachevant en tant que système mondial. Ce qu'ils avaient prévu est largement accompli. Le dénivellement entre les différentes zones du globe n'ont pas plus de signification que celles qui existent à l'intérieur d'un pays quelconque. Pendant ce temps, le capitalisme en Europe occidentale et aux Etats-Unis, en Russie et au Japon, a atteint un degré de concentration industrielle et financière qui, après avoir bousculé toutes les barrières nationales, tient le monde entier à la gorge.

Simultanément, les instruments de production, loin de mettre en oeuvre au maximum leurs capacités techniques, plus celles que permettent le savoir scientifique de l'ensemble humain, se voient toujours restreints et sont même chétifs, sauf pour ce qui se rapporte à la guerre. Mais l'obstacle à ce que sera la plus vertigineuse et révolutionnaire de leurs expansion, n'est plus dans les barrières nationales, mille fois foulées économiquement et militairement, et si artificielles aujourd'hui que le capitalisme lui-même projète de les supprimer, en partie tout au moins.

Non, il s'agit d'un empêchement qu'aucune pénétration financière, aucune armée, aucune vocifération "socialiste" de ceux qui comptabilisent Devoir et Avoir n'est en mesure de dépasser, car il n'est autre que les bornes-mêmes de l'actuel système de production et de distribution. Sans mettre au rancart la vente et l'achat des hommes et des produits, c'est-à dire le travail salarié et la production de marchandises qui renforcent la forme

capitaliste des instruments de travail, il est impossible que ces derniers atteignent l'incalculable, l'illimité expansion qu'ils comportent et l'homme nécessite. De là vient que notre Manifeste parle de malthusianisme là où les voix fallacieuses d'Occident comme d'Orient disent "société d'abondance".

En convergence avec la saturation économique et néanmoins chétive du monde, la saturation militaire qu'elle nourrit -sa sentinelle aussi- proclame irréfutablement la fin de la période progressive de la civilisation capitaliste, sa négativité actuelle et sa décadence. Ce que la guerre moderne peut faire en quelques minutes, anéantir la société et ses composants, le fonctionnement capitaliste est en passe de le faire au jour le jour, avec lenteur, inexorablement. Dans tous les aspects et sans exempter aucun pays, nous sommes placés devant la nécessité urgente d'unir les exploités pour une action commune contre les armements et contre les structures économiques de leurs Etats respectifs.

Prendre en compte une telle situation non prévue dans le Manifeste de 1848 est non moins important que de mettre au pilori les tendances pseudo-communistes et pseudo-socialistes d'aujourd'hui. Le "socialisme bourgeois et petit-bourgeois", le "socialisme allemand", et le "socialisme féodal" critiqués par Marx et Engels, ont été des phénomènes éphémères et leur influence sur la classe ouvrière presque nulle. Il en va tout autrement avec ce qu'on appelle encore aujourd'hui communisme et socialisme. Surgis comme tendances réellement ouvrières, ils sont parvenus à déployer sur le prolétariat international, politiquement et syndicalement, une emprise de plus en plus négative, au fur et à mesure que, par leurs idées et leurs intérêts, ils tournaient le dos à l'objectif révolutionnaire. Presque personne n'ignore à présent que les partis issus de la Deuxième Internationale ont jeté par-dessus bord même l'objectif réformiste, satisfaits d'accompagner d'un pas malaisé l'involution du capitalisme occidental, et servant souvent d'étrier au capitalisme oriental. Ils lui ont même donné des dirigeants : Walter Ulbricht, Santiago Carillo et quelques dizaines d'autres.

Le prétendu communisme est à présent incomparablement plus pernicieux car sa nature est beaucoup moins connue. Il ne s'agit pas d'un collaborateur ou d'un suiveur de la démocratie capitaliste, même s'il peut prendre caméléoniquement cette coloration et d'autres encore, surtout là où il n'occupe pas tout le pouvoir ou s'il se trouve dans la clandestinité. Lui-même possède la totalité du grand capital industriel et financier, par l'entremise de l'Etat, de l'Europe centrale jusqu'à l'extrême-Orient. Il retient directement sous le joug du salariat et de sa dictature politique des centaines de millions de prolétaires. Lui encore, en tant qu'ensemble économique et comme bloc militaire, constitue la seconde puissance impérialiste. Par conséquent, le tout fait de lui, non un représentant de la classe ouvrière, mais de sa contradiction, réalisée sous Staline, et que ses disciples tentent de stabiliser. Ainsi que Marx et Engels dénonçaient le "socialisme féodal", contresens évident, on pourrait, à notre époque avoir aussi recours au contresens en dénonçant le "communisme capitaliste" ou le "communisme contre-révolutionnaire" par opposition au communisme du prolétariat inscrit dans les exigences matérielles, politiques et culturelles de l'humanité.

Notre Manifeste se limite, jusque là, à suivre le tracé de

Marx et Engels, "mutatis mutandis". Son originalité commence au chapitre Impérialisme et Indépendance nationale, qui relègue au monde des supercherries inter-impérialistes toutes les luttes, guerres, guerrillas patriotiques partout où elles apparaissent : actuellement Vietnam, demain Ukraine, Mandchourie, Angola ou Vénézuéla. Il n'y a pas d'autre marge, pour une lutte nationale, quelle qu'elle soit, que le changement de suzerain. Les lois de l'économie capitaliste rendent aujourd'hui chimérique l'indépendance nationale. Ces messieurs de l'Organisation Latino Américaine de Solidarité (réunis à La Havane, sous l'égide de Castro) sont des bourgeois aussi retardataires que stalinisants. Ils se ruent vers une participation à l'exploitation de leurs conationaux qu'ils ne pourront obtenir que comme pourboire des services rendus à un impérialisme quelconque. Leur propre enseigne "la Patrie ou la Mort" heurte de plein fouet la devise révolutionnaire "les prolétaires n'ont pas de patrie". On peut en dire autant, mais en descendant une marche jusqu'au niveau racial, du "Black Power" de certains intellectuels noirs américains. Ils ont été incapables de postuler et d'organiser la lutte commune des travailleurs de toutes les races aux Etats-Unis aussi bien que partout ailleurs.

Des 10 mesures révolutionnaires avancées, pour les pays avancés, par le Manifeste de 1848, seules les trois dernières, élargies et adaptées aux ressources modernes, peuvent aujourd'hui servir de norme générale. Il était donc indispensable de préciser, comme il est fait dans notre texte, les mesures d'expropriation du capital et d'administration de la production et de la distribution, ainsi que le mécanisme économique et politique de suppression du travail salarié et des classes. Le Manifeste de 1848 n'était pas en mesure de le faire, pas plus que la "Critique du Programme de Gotha".

En effet, une fois les instruments de travail restitués à la société, les potentialités techniques de production parviendront à de si hautes cimes, que le jeun imposé aujourd'hui par le prix de la marchandise-force de travail disparaîtra à court terme, et la distribution des produits se rapprochera vite de celle d'une société communiste. La division du travail entre manuel et intellectuel ne tardera pas à disparaître, au cours du temps nécessaire pour offrir à tous une formation technique et supérieure. Et l'énorme diminution du temps de travail socialement nécessaire permise par la science au service de l'homme, libérerait des énergies et des intelligences pour le développement de la culture dans ses multiples aspects, ébauchant à l'horizon le libre épanouissement de chaque individualité.

En ces moments, le prolétariat semble loin de vouloir s'engager dans cette voie, mais c'est une pure fiction érigée par les murailles politiques et syndicales qui le maintiennent encerclé, à l'aide aussi des lois et des polices capitalistes. C'est-à-dire érigées par les faussaires du communisme et du socialisme, ou simplement par l'ouvriérisme réactionnaire des syndicats américains, anglais et autres. Ce qui est latent dans la pensée et l'intuition du prolétariat, ne devient visible que lorsqu'il démolit les murailles qui le retiennent et qu'il agit en tant que classe. Dans ces circonstances il met en oeuvre des mesures comme celles indiquées ici ou allant vers elles. C'est ainsi qu'il a agit en Espagne en 1936, 1937, en Grèce (1944), et en Hongrie (1956), malgré l'absence de partis révolutionnaires

aptes. Actuellement la constitution de ceux-ci peut déclencher, à partir d'un certain volume numérique, une irrésistible offensive prolétarienne, la plus profonde et la plus vaste de l'histoire. Elle sera très probablement la décisive, car le monde de l'exploitation n'est encore debout que grâce à l'affabulation conjointe du capitalisme occidental et oriental, selon laquelle ils se mordent ou cohabitent.

Notre Manifeste apporte encore quelque chose de la plus grande transcendance pour la théorie et la praxis révolutionnaires. En 1848, Marx et Engels confiaient à l'Etat modifié, encore à la manière hégélienne, l'oeuvre de transformation de la société. Le bouleversement de la Commune de Paris les amena à reconnaître que l'Etat capitaliste ne pouvait être utilisé d'aucune manière, et que, au contraire, il était devenu indispensable de le détruire, première mesure révolutionnaire. L'organisme de force qui en résulterait devait unifier entre ses mains toutes les pouvoirs et sauvegarder la marche continue vers le communisme, face aux tentatives restauratrices des classes expropriées. Or l'expérience de la révolution russe d'une manière, et d'une autre manière la révolution espagnole, nous ont appris (1) que l'Etat propriétaire ne peut se comporter, quelque soit sa composition humaine et sa structure constitutionnelle, que comme un capitaliste collectif.

Dans ce fait réside un des facteurs principaux de la contre-révolution stalinienne en Russie, et celui décisif de la victoire de Franco en Espagne. En un mot, l'expérience, suprême maîtresse de la pensée révolutionnaire, nous a fait comprendre que le passage du capitalisme au communisme, pendant la période dite de transition, doit être présidé par la classe ouvrière en qualité de corps social en marche rapide vers la disparition des classes. Le mettre entre les mains d'un organisme quelconque, Etat, parti ou syndicat, donnera toujours le plus négatif des résultats. De là que notre texte subordonne la disparition de l'Etat et de tout danger contre-révolutionnaire, extérieur ou intérieur à la classe prolétarienne, à la suppression de la loi de la valeur. Cette gigantesque tâche est irréalisable, excepté par les intéressés eux-mêmes, qui doivent régir la totalité du système économique et de la vie en général. L'Etat post-révolutionnaire, "l'Etat ouvrier", au lieu d'être l'organisateur du communisme, doit rester subordonné à cette dernière démarche et être privé de pouvoir sur l'économie.

C'est là la seule garantie de son extinction. Alors le feu de Prométhée, l'arbre de la science, définitivement arrachés au plus puissant de tous les dieux-le Dieu-Capital et son parèdre (2) le Dieu-Etat- appartiendront, oui, à chaque homme, à chaque femme.

Novembre 1967 G.Munis

(1) Sur la première, je ne peux que renvoyer à l'article "la revolucion ninguna" dans Alarma, deuxième série n°9, inédit en français (et à Parti-Etat, Stalinisme, Révolution). Sur la deuxième, voir le chapitre "La economia" du livre Jalones de derrota : promesa de victoria, inédit aussi en français.

(2) Parèdre est un dieu qui en accompagne toujours un autre (et réciproquement). Ainsi Isis et Osiris, Jésus et Marie...

MAI 68, UN ANNIVERSAIRE ?

Nous reproduisons ici deux tracts distribués par notre organisation, à l'occasion de l'évocation des événements de mai-juin 1968 en France. Le mouvement de contestation, mené par les étudiants, s'est caractérisé par sa force numérique (la grève de masses), sa détermination (la violence des affrontements), sa méfiance des appareils (le refus des revendications syndicales). Cependant ses faiblesses devant les mêmes appareils, syndicaux et staliniens, l'enfermement dans les entreprises et les universités, la force de l'ouvriérisme sous toutes ses formes, en ont fait la proie de l'Etat et de son pilier syndical. Mieux qu'une longue analyse de "commémoration", ces textes expriment la participation et la critique de notre tendance à cette lutte.

TOUT EST POSSIBLE A LA FORCE DE LA CLASSE OUVRIERE EN ACTION

Le mouvement de grèves et d'occupations d'usines consécutifs à la nuit du 10/11 mai doit accomplir les objectifs historiques du prolétariat, devenus immédiats, ou bien il aboutira à un compromis avec le pouvoir capitaliste, au terme duquel le prolétariat se trouvera, une fois encore, esclave du capital.

Rappelez-vous juin 36 : "Il faut savoir terminer une grève" (Thorez), et pour que les ouvriers acceptent d'abandonner les usines, la concession des 40 heures de travail, qui a abouti à l'exploitation sans frein par le salaire de base, le travail à la pièce, les primes, les chronométrages, les heures supplémentaires.

L'occupation actuelle doit continuer et s'étendre à tout le système économique, banques comprises. Mais l'occupation doit prendre la forme de la "restitution des instruments de production à la société" (Marx). Or, une telle restitution ne peut se faire que par voie de la classe ouvrière elle-même. Il ne peut s'agir de rendre au capital les usines et les facultés moyennant certaines concessions, si importantes soient-elles, mais de les garder en qualité de PROPRIÉTÉ COMMUNISTE, et les METTRE en MARCHÉ, tout comme le mécanisme social - production, consommation, enseignement, etc- au service de l'homme, sans exploitation. CEUX QUI PREPARENT UNE COMPROMISSION AVEC LE CAPITAL TRAHISSENT LA CLASSE OUVRIERE.

Le gouvernement pourrait faire deux concessions apparemment importantes : nationalisation des grandes industries et cogestion des entreprises. C'est-à dire qu'il pourrait aller jusqu'à admettre la supervision, par quelques ouvriers, de l'exploitation de tout le prolétariat. Et tant mieux si les superviseurs sont désignés "démocratiquement" tel les députés parlementaires.

NON A LA COGESTION DES ENTREPRISES ! Ce qu'il faut imposer,

c'est LA GESTION EXCLUSIVE PAR LES TRAVAILLEURS DE TOUTE L'ECONOMIE ET POUVOIR POLITIQUE.

NON AUX NATIONALISATIONS QUE LE POUVOIR SE DISPOSERAIT A ENTREPRENDRE EN PARLANT DE SOCIALISME ! Outre que cela instaurerait un capitalisme d'Etat, le sort des travailleurs ne s'en trouverait pas amélioré (voir Renault, etc.).

La classe ouvrière, unie autour d'idées révolutionnaires, non derrière des capitulards, est assez forte pour s'imposer et presque sans violence. En adoptant ces positions révolutionnaires les ouvriers et les étudiants de France rendraient vaines aujourd'hui et dissolveraient les institutions répressives de l'Etat capitaliste. Afin d'empêcher ce développement socialiste, les syndicats parlent, tout comme leurs partis, d'empêcher toute ingérence extérieure à la classe ouvrière (il s'agirait des manifestations de solidarité des étudiants) et de rien faire qui ne soit décidé par les assemblées syndicales.

La démocratie révolutionnaire prend son point de départ dans la souveraineté absolue de la classe ouvrière, qui est située au-dessus de tous les partis, de tous les syndicats, quels qu'ils soient. A plus forte raison au-dessus des partis et des syndicats qui osent dire à cette classe ouvrière : gardez les usines jusqu'à la signature de nouvelles modalités d'exploitation (nouveaux contrats collectifs).

Ce sont ces mêmes hommes qui mettent en garde la classe ouvrière contre des ingérences extérieures. D'où viennent en réalité ces ingérences? La loi interdit l'élection de délégués non désignés par les syndicats, privilège énorme consenti par l'Etat capitaliste à ses éléments détachés à l'intérieur de la classe ouvrière. Et voilà pourquoi la résolution de la CGT (L'Humanité 18 mai) demande l'extension des libertés syndicales, aujourd'hui opposées aux libertés ouvrières.

TRAVAILLEURS, DESIGNEZ VOUS-MEMES VOS DELEGUES, VOS COMITES D'USINES (SOVIETS) INDEPENDAMMENT DE TOUTE APPARTENANCE SYNDICALE OU POLITIQUE. ACCUEILLEZ LES REPRESENTANTS D'AUTRES COMMUNAUTES OUVRIERES, ESTUDIANTINES, DE TRAVAILLEURS EN GENERAL.

Ceux qui craignent la contradiction en ce moment, ce sont ceux qui veulent garder les privilèges que la loi leur a donné.

La CGT, prétend ELLE, être la classe ouvrière, tout comme de Gaulle prétend être, LUI, la France. Or c'est une réalité que l'Etat gaulliste s'appuie sur la CGT et sur d'autres centrales syndicales, et qu'il leur baille des subventions, ce qui en fait des organismes du système d'exploitation et, par conséquent, des forces extérieures au prolétariat et donc des forces ennemies.

DE LA LIBRE DISCUSSION AU SEIN DES ORGANISMES ELUS PAR L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE DEPEND L'AVENIR DU MOUVEMENT ACTUEL.
EN AVANT POUR UNE SOCIÉTÉ COMMUNISTE, SANS CAPITAL NI SALARIAT !

19 MAI 1968

EN GARDE CONTRE LES APPAREILS

Les usines, les facultés occupées par les ouvriers et les étudiants ne pourront, en aucun cas, être récupérées directement par le patronat et L'Etat.

La récupération ne pourra avoir lieu que par l'intermédiaire des appareils politiques et syndicaux, auxiliaires du capitalisme, principalement les plus forts d'entre eux. Ils sont en train de la négocier. Ils conspirent contre la classe ouvrière, contre le mouvement révolutionnaire et sa nouvelle impulsion.

Travailleurs, étudiants, lorsqu'on vous dit que l'occupation des usines ne cessera qu'après satisfaction des revendications présentées (par les syndicats, pas par les ouvriers eux-mêmes) on VOUS TEND UN PIEGE, car CES REVENDICATIONS SERVIRONT A REMETTRE EN MARCHE L'EXPLOITATION ET L'ENSEIGNEMENT CAPITALISTES.

On prétend étrangler le mouvement ouvrier-étudiant de l'intérieur. Réagissez vigoureusement, organisez-vous en comités d'usines, de faculté, etc. élus en assemblée générale avec droit de parole et vote pour tous, syndiqués ou pas.

UNISSEZ TOUS CES COMITES EN UNE SEULE CONVENTION CENTRALE ; elle sera la source du pouvoir surgi de la lutte contre le système, ce sera la seule légitimité non trompeuse.

De l'usine à l'école et la banque, les comités doivent se préparer à remettre en marche tous les circuits économiques de production et de distribution sur des bases socialistes, sans déléguer leurs fonctions ni leurs pouvoirs à aucun autre organisme, et encore moins à un Etat quelconque, avec police et armée permanentes.

Ainsi que l'émancipation des travailleurs, le socialisme sera l'oeuvre des mêmes travailleurs, PAS CELLE D'UN ETAT PROPRIETAIRE DES INSTRUMENTS DE PRODUCTION et armé de pied en cap.

La classe ouvrière, les étudiants et la majorité de la population n'ont qu'une seule revendication immédiate :

A BAS LE SYSTEME CAPITALISTE !

A BAS L'EXPLOITATION DU TRAVAIL SALARIE !

VIVE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS, SUPPRIMEZ LES ARMEES,
LES POLICES, LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES
LE TRAVAIL SALARIE !

Paris le 23 mai 1968

Groupe 10 mai-Révolution Mondiale

COURRIER

Nous répondons ici à une lettre que nous avons reçue, venant d'un groupe de San Sebastian, en Espagne, qui a rompu avec le CCI(1). Ce groupe signant "ex-Noyau Nord (CCI)"(2) s'était fait connaître, avant d'entrer au CCI, sous le nom de Verdad Obrera.

le 17/03/88

Camrades,

Nous avons lu vos documents de rupture avec le CCI et nous constatons qu'à aucun moment vous n'entrez profondément en divergence avec cette organisation. Certes, vous justifiez, parfois avec pertinence, votre impossibilité de militer avec celle-ci. Bien, nous prenons note, non sans un certain plaisir, de votre réaction à l'opportunisme, à la manipulation et à l'autosatisfaction, phénomènes qui ne sauraient être fortuits mais que vous n'expliquez pas. Nous prenons note aussi de vos interrogations, mais vos réponses, émises sous l'emprise des idées reçues au CCI sont loin de concorder avec l'attitude critique plus profonde que vous vous proposiez d'observer. Craignez-vous donc d'enfreindre les dogmes du CCI et du milieu qui s'agglutine autour de cette idée fausse, à savoir que la crise économique engendre la conscience révolutionnaire ? Redoutez-vous donc de nier cette crise dite de surproduction impossible à mettre en évidence comme il faudrait le faire, par une chute catastrophique de la production et des profits ?

Mais votre préoccupation n'est pas celle-là, sinon le Parti, fort de milliers de militants aptes à "conquérir les masses". Ce n'est pas une corrélation numérique entre les militants et les masses qui engendrera ce parti tel que vous semblez le croire, ce doit être avant tout un rapport d'idées entre les noyaux militants et les tâches historiques des masses. Et seulement dans la lutte concrète, se fera la jonction entre noyaux et masses : le Parti. Et c'est là que le CCI est très déficient. C'est pourquoi, le ton de vos critiques mérite que vous soyez prévenus, : ou bien vous vous débarrassez de vos idées reçues ou bien vos galipettes sur le cours historique et le Parti bien outillé vous rendrons aussi ridicules et nuisibles que le CCI. Vous voulez cesser de croire, mais vous croyez encore et ne demandez qu'à croire.

Ecoutez-vous: "Par rapport au cours nous pensons qu'il va vers de probables affrontements qui seront décisifs, où la classe ouvrière combattra la bourgeoisie, mais en mauvaises conditions (Parti, force, conscience) et sans parvenir à vaincre." On ne peut pas entreprendre une lutte si l'on pense être vaincu. La classe ouvrière ne vaincra pas mais "les affrontements seront décisifs"? En faveur de qui ? Inutile de répondre car nous savons que le CCI et sa crise économique ordonnent que les affrontements soient décisifs. Néanmoins comme vous ne vous convainquez pas de l'apparition de la conscience révolutionnaire, vous lancez un appel déchirant au Parti Communiste Mondial qui surgira d'on ne sait où, ni comment et à peine pourquoi.

Ecoutez-vous à nouveau : "Pour faire réelle, la direction politique effective des luttes et des affrontements prolétariens contre l'Etat et la bourgeoisie, le Parti Communiste Mondial est nécessaire". Autrement dit, pour construire le Parti, la direction politique, ce même parti est totalement nécessaire. Sans commentaire. Vous voyez qu'il ne suffit pas de rabattre, avec raison, le caquet du CCI en donnant une idée de ce qu'étaient les anciennes organisations révolutionnaires, car cette idée promettait plus. En effet, pourquoi, afin d'expliquer la faiblesse actuelle des révolutionnaires, vous bornez-vous à ne vouloir reconsidérer la lutte d'une classe que depuis 1967 ? Encore une fois parce que le CCI l'ordonne, la période antérieure dite "phase de reconstruction" condamnant toutes initiatives révolutionnaires, de la même façon que le décret "cours vers la guerre" condamne et efface même les affrontements révolutionnaires survenus de 1923 à 1937 et précisément là où vous militiez aujourd'hui, en Espagne.

Osez comparer, comme vous savez le faire, et mieux encore, ces périodes "interdites" avec "les années de vérité". Nous arrêterons là camarades, ce qui vous concerne en propre, pour donner quelques éléments de réponses dont les développements sont contenus dans nos publications.

Pour commencer, la faiblesse actuelle des organisations révolutionnaires ne provient pas de ce que le prolétariat aurait traversé vingt années de prospérité capitaliste après la seconde guerre mondiale, mais de ce qu'avant celle-ci il a été vaincu, non pas par la bourgeoisie, mais par ses propres organisations, aux ordres de la caste bureaucratique qui s'élevait brutalement en Russie. Quant aux conditions objectives, elles existent ^{signifient} sans interruption depuis au moins la révolution russe et elles ^{signifient} que dès lors, seule la révolution socialiste peut initier un développement supérieur de l'humanité. De ce que le CCI confonde ce développement avec la croissance des forces productives, le développement social avec la croissance économique, proviennent ses constructions arbitraires dont les conséquences vous répugnent désormais. Tout vient de là, tant ses pratiques organisationnelles que son opportunisme à l'égard des syndicats, dont les premières manifestations remontent à 1979, bientôt dix ans, en France. Ironie du sort, quand nous dénonçons à nouveau cet opportunisme dans "Alarme" en 1985, nous publions aussi un fragment de tract du groupe "Verdad Obrera" auquel vous n'êtes pas étrangers. Ceci pour l'anecdote, et comme nous savons que vous êtes sensibles à propos de syndicalisme, nous ajouterons quelques mots sur le sujet.

Les concessions du CCI au syndicalisme s'expliquent d'une part par ce que nous avons dit antérieurement, et d'autre part parce que le CCI pense au fond que les syndicats sont réformistes. Ainsi le CCI les caractérise comme réactionnaires, non parce que ceux-ci sont particulièrement intéressés à la survie du salariat, mais parce que le capitalisme serait dans l'incapacité de concéder des réformes. Outre que le CCI révisé à droite la conception du réformisme, c'est-à-dire la transformation graduelle du capitalisme en socialisme, il est contraint de dénoncer la

"trahison" des syndicats, comme le ferait n'importe quelle organisation trotskiste. Ni plus, ni moins. De là, ses tactiques et son messianisme de plus en plus méprisant à mesure de la soit-disant "accélération de l'histoire". Le CCI n'est pas malfaisant, tout au plus cohérent avec les schémas qu'il s'est fait. Vos critiques à son égard seront profondément justifiées quand vous romprez avec ceux-ci. Comparez, camarades, comparez ... mais débarrassez-vous des préjugés dont le CCI bourre la tête de ses militants, principalement contre notre organisation.

Ferment Ouvrier Révolutionnaire

(1) Adresse du CCI : R.I BP 581 75027 Paris Cedex 01
(2) Adresse : Apartado 1598 20080 San Sebastian Espagne



LA GORBATCHADE

EN TECHNOLOGIE ET TRANSPARENCE

"Des visages humains sont certainement prêts, d'ores et déjà, pour une vaste manoeuvre de diversion de ce genre (à la Khroutchef) car la révolution pourrait éclater à tout instant".

Parti-Etat,Stalinisme,Révolution
(1974. Page 100)

Ce n'est pas la première fois que des hauts gouvernants du pays faussement appelé Union Soviétique parlent de nouvelles implantations technologiques. Mais à présent son arriération dans ce domaine est plus visible, et devenue dangereuse à plus d'un titre. L'intention d'y remédier, plus vantée qu'autre chose, est une des bribes mises en scènes par Gorbatchev sous la devise générale : transparence. Elle s'avèrera inaplicable car, à rebours de ce que le mot signifie, ils s'en servent pour cacher la réalité, qui est très grave.

En effet tout d'abord il y a opacité, et même ténèbres, dans cet énorme fait-là : qu'à l'heure qu'il est, il soit nécessaire là-bas, comme dans un pays arriéré quelconque, de parler de modernisation de l'outillage. Parce que le principal et plus fécond facteur technique du socialisme, c'est la relation entre le travailleur et l'outillage, entre les producteurs et les produits, entre la société entière et la technologie, qui facilitent et requièrent au maximum ses innombrables applications pratiques, en plus du savoir scientifique qui détermine et les guide. Quiconque est en droit de se demander : comment diable se fait-il que 70 ans après le grand Octobre 1917, presque toute la population vive dans la pénurie, quand ce n'est pas dans la pauvreté, passablement plus mal et avec moins de liberté que dans les pays occidentaux officiellement capitalistes ? La raison plus générale d'un tel fiasco est que l'économie russe garde, renforcée, la relation entre force de travail et instruments de production caractéristique de l'exploitation, et que par conséquent il s'agit de vulgaire capitalisme, à l'opposé de ses dires.

Mais ce n'est que le fond structurel de l'explication, qui ne rend pas entièrement compte de la réalité quotidienne en Russie. Un autre facteur immédiat, politique et donc très important, a directement fait que la technique n'a pas produit dans son territoire des effets similaires à ceux d'autres secteurs capitalistes. C'est que le capitalisme étatique a été imposé coercitivement en Russie, à l'opposé du cours communiste inscrit dans et déterminé par la révolution de 1917. Il ne s'agit pas d'un capitalisme qui aurait poursuivi sa croissance comme tout autre, c'est à dire sans solution de continuité. Il y a eu une rupture tranchante, et si radicale que sa seule signification - d'ailleurs voulue- était d'entamer la structuration sociale

communiste. Anihilant cette impulsion par le fer et dans le sang, la contre-révolution a imposé une distorsion énorme et destructrice dans les aspects ; elle a entravé et perverti même les relations sociales de l'exploitation et de la culture de son propre capitalisme d'Etat, diamétralement opposé à la marche vers le communisme. Si durant tant de décennies, l'économie russe a été incapable d'égaliser technologiquement ses équivalents occidentaux, c'est à cause de l'extermination de millions et de millions d'hommes incompatibles avec sa marche en arrière. C'est à cause encore, et cela n'est en rien secondaire, de la calomnie de ses victimes et de l'immonde falsification consistant à se présenter comme socialiste, le contraire de ce qu'elle est(1). Dès lors, le mérite principal et le mieux rétribué a été la servilité envers le pouvoir. Une contrefaçon sociale aussi monstrueuse devait causer des effets dévastateurs, non seulement dans l'économie russe, mais bien au delà. On les ressent encore dans le monde entier.

Le funambulisme technologico-administratif nous offre la preuve éclatante de ce qui vient d'être dit, ainsi que la "transparence" et autres bourdes de la nouvelle russiade. Le capitalisme est toujours, par son organisation et sa circulation sociale même, un obstacle à la meilleure rénovation technique possible à tout instant. Se mettant de conserve avec lui, la contre-révolution a ajouté à cet obstacle congénital au système, ceux créés par sa propre activité destructrice, qui lui sont caractéristiques et attachés à vie. Voilà pourquoi son capitalisme a montré une si faible efficacité technique relativement à d'autres. De même cela explique que temps en temps ses hiérarques déclenchent des campagnes pour en augmenter l'efficacité. Toutefois, rien, absolument rien ne leur permettra de dépasser la mesquinerie et la bestialité de leur contre-révolution.

Ce n'est point une digression que de rappeler que les leaders chinois -au pur pedigree moscovite- déclaraient il y a quelques années, à des visiteurs étrangers qui les questionnaient : "nous nous équiperons d'armes atomiques même si les gens doivent aller pieds nus". Nous avons là, quoique incomplète, une définition de la perversité des applications technologiques du monde actuel, même si le degré de nudité des masses prolétaires change d'un pays à l'autre. La vérité tout entière quant à la technologie est encore pire. Pour le voir et l'interpréter dans toute son ampleur, il faut délaissier l'énumération détaillée de ses applications concrètes, et se focaliser sur ses impulsions déterminantes. De là proviennent toutes les conséquences sociales, y compris les antagonismes concurrentiels et militaires. Ainsi donc il faut le voir panoramiquement, en tant que fonction de production et de reproduction du type de civilisation existant. On ne peut trouver d'autre clef interprétative. De plus les chiffres exacts à ce sujet sont inaccessibles, autant pour nous, révolutionnaires en mal de finances, que pour les grands centres statistiques du capital. Cependant on peut calibrer le mouvement économique de la société actuelle et de chacune de ses parties, ainsi que les conditions et les dérivations de toute innovation technologique.

(1)Analyse complète du passage de la révolution à contre-révolution dans Parti-Etat, Stalinisme, Révolution, de G.Munis.

Imaginons que l'on isole un cycle quelconque de production mondial. Tout d'abord, il faut signaler que sa valeur d'ensemble, y inclue la richesse immeuble (accumulation antérieure) en quantité si vaste qu'elle reste imprécise, est propriété des couches privilégiées de la société. La proportion de ces dernières est avec certitude inférieure à 15% de la population totale de la planète, quelques 500 millions de personnes en gros. Peu nous importe là que cette propriété soit individuelle, de grandes compagnies ou de l'Etat. Une fois accompli le cycle de production, la valeur mercantile, c'est-à-dire la valeur en argent de tout ce qui a été produit, revient à ces 15% de possédants, quelque soit la répartition entre eux.

De la somme totale il faut défalquer le montant des salaires versés à la population effectuant la production générale, montant qui est contenu dans la valeur marchande des produits résultant du travail. En tenant compte du rendement moderne, et en déduisant l'amortissement de l'outillage, lui aussi contenu dans le produit, ceci ne représente pas plus de 20% du chiffre global. L'autre partie, soit 80%, représente les valeurs nouvellement créées et devient propriété exclusive de la couche sociale dirigeante, qui dispose d'elle selon son bon vouloir. Avant de poursuivre, il faut préciser : les 85% de la population qui ont effectué directement ou indirectement l'effort productif, reçoivent environ 20% de ce qu'ils ont créé. En revanche, les 15% de hiérarques en récoltent 80%, c'est-à-dire sur sa valeur mercantile, sans jamais perdre de vue la continuité de leur empire économique-politique dans chaque pays et sur la Terre. Ceci n'empêche pas, mais au contraire engendre la division en zones nationales rivales ou complices. Une richesse si colossale, immense, se volatilise, sans autre fonction que le maintien des chaînes du capital sur la société, dans chaque pays et mondialement. Et peu importe ici que la prépondérance aille à un secteur ou à un autre.

Une partie considérable des 80% est dilapidée en dépenses somptuaires ou thésaurisée par les 15% de privilégiés, des plus modestes aux plus grands potentas. En second lieu viennent les frais de police et surtout militaires, industrie d'armement et achats d'armes compris, en quantités contamment croissantes. Ensuite les dépenses d'administration, de domination politique et de surveillance, et les innombrables secteurs particuliers du procès général de la production (ce qui gonfle le secteur dit tertiaire). Après, les dépenses scolaires, toutes catégories confondues, et de santé, dont une partie indiscernable, représentant des travaux corrélatifs à la production nécessaire, se retrouve dans les 20% qui reproduisent la force de travail utilisée dans le cycle entier.

Enfin, et tout en passant outre des secteurs moins visibles, le "reliquat", d'importance variable selon les cycles, constitue l'accumulation élargie du capital ou richesse matérielle nouvelle après chaque cycle. C'est elle qui alimente les investissements nouveaux, et avec eux et pour eux, les recherches scientifiques et les applications techniques qui en découlent.

Il convient d'affiner l'analyse. De toutes les portions dégagées des 80% du produit, celle absorbée par la consommation somptuaire ou individuellement thésaurisés par tous les

privilégiés, tout en étant très copieuse, reste bien en deçà de toutes les autres, et en particulier de celle dévorée par la chose militaire. Elle est par contre, la partie déterminante et décisive dans tous les domaines, y compris dans l'enseignement, la santé et les sciences. Le système fonctionne par et pour cette partie, d'un bout à l'autre. Ceux qui jouissent de cette partielà constituent l'élément subjectif du mécanisme économique mondial. Ce sont eux qui imposent l'ordre et la patrie dans la chasse gardée nationale ; ils sont l'agglomérat anthropomorphe de la civilisation capitaliste.

Rien, absolument rien d'officiel ne se fait sans correspondre à la convenance actuelle et à l'affirmation future de son système; bref, à sa convenance en tant que couche sociale exploiteuse. Dit de façon plus restrictive et directe, toute application technologique, de la plus simple à la plus perfectionnée, doit servir à agrandir la part des privilégiés et à réduire celle des travailleurs : encore plus de 80% pour les premiers, et moins de 20% pour les seconds. Rapportée à la population humaine, la modernisation technologique donne à 750 millions de privilégiés la majeure partie de la production, et la petite partie des 20% va aux 4.250 millions habitants de la Terre (1).

Cette divergence ira en s'agrandissant au fur et à mesure des perfectionnements techniques. S'il n'en était pas ainsi, aucun capitalisme n'appliquerait la moindre innovation, cela va de soi. A tel point que même celles qui existent fonctionnent à tout moment avec une limitation préméditée.

Une autre conséquence, complètement négative, en est le chômage ouvrier. Il ajoute au paupérisme relatif de ceux qui travaillent, la paupérisation absolue des sans travail à toute la classe, sans parler ici de l'enrégimentement semi-militaire de toutes les activités, selon le modèle du Japon. C'est ce pays du lointain Orient qui, déversant un déluge de marchandises bon marché malgré les distances et de bonne qualité, a déclenché la course à la compétitivité où sont embarqués les occidentaux, et que maintenant Gorbatchev veut singer en Russie.

Mais ni Gorbatchev ni personne de son bord ne pourra échapper aux impératifs du système mondial dans lequel la Russie s'est incrustée. Les oligarques du parti dictateur ont toujours prétendu que leur domination excluait le chômage. Franco en prétendait autant pour l'Espagne, parce qu'il le dissimulait aussi, mais par "charité chrétienne". Les dictateurs russes le font, poussés par leur fausseté invétérée. Mais ils sont arrivés à un tel stade de dégradation mentale, qu'ils ne se rendent même plus compte que leur propre expression leur inflige un cinglant démenti. En effet, pour qu'il n'y ait pas, pour qu'il ne puisse pas y avoir de chômage, l'unique mais inévitable condition est que la classe ouvrière elle-même ait disparu.

Rare, diffus, plus ou moins bien caché, le chômage est indissociable de la fonction précise du travail exploité. Jusqu'à présent, la Russie occultait son chômage par le retour au village

(1) Ces pourcentages ne peuvent pas être exacts, mais ils donnent une idée claire, quoique mitigée, du fonctionnement économique du système capital-salariat.

d'origine, au moyen de nombreux camps de travaux forcés, par la déportation, par le vagabondage aussi, que la corruption généralisée encourage, par des occupations plus mal payées qu'un chômeur dans d'autres pays, ainsi que par la productivité très basse due à son arriération technologique. A cela il faut encore additionner 7 à 9 millions d'hommes mobilisés en permanence. Surajoutés aux effets dévastateurs de la contre-révolution, on obtient un tableau clair de la faiblesse matérielle de la Russie comme puissance impérialiste, de sa fragilité partout où elle domine, de même qu'à l'intérieur de ses frontières, où la population méprise et déteste tout ce qui vient du pouvoir ou est en rapport avec lui. C'est également ce qui rend à peu près nulle sa compétitivité internationale.

Pour simplement corriger ces maux et défauts, la gorbatchade doit recourir aux moyens de ses semblables occidentaux et japonais. Désormais, cela ne lui vaut rien de cacher le chômage, ou de le minimiser par ses statistiques. Plus de 15 000 ouvriers ont été licenciés dans les chemins de fer de Biélorussie. "On parle" (impersonnel, parce que l'opacité baptisée transparence laisse passer peu de lumière) de centaines de milliers dans la zone industrielle du Nord et des millions suivront, en plus de sans travail cachés antérieurement. Plus la réorganisation technique sera effective, plus elle entraînera de licenciements, en plus de ses divers effets négatifs.

Dans le cadre du système existant, c'est un résultat non seulement inévitable, mais nécessaire à sa prospérité dans chaque pays et internationalement. Aux Etats-Unis, la reprise de la croissance est loin d'avoir absorbé tout le chômage. De même en Allemagne. Au Royaume Uni, économie et chômage croissent en même temps. En France, des hommes du gouvernement fixent à 2,5 millions "incompressibles" le nombre de chômeurs, une fois atteinte la croissance maximale attendue.

La concurrence mercantile, la compétitivité tant voulue compte pour beaucoup dans les projets de Gorbatchev et Cie, car c'est en dernière instance le soubassement matériel qui oppose le bloc militaire commandé par la Russie à celui commandé par les Etats-Unis. Or sa démarche préliminaire consiste à faire marquer le pas à son économie, si malade, le pas exigé aujourd'hui par un capitalisme moyen quelconque. Les hiérarques du Parti-Etat n'ignorent pas leur dangereuse infériorité dans ce domaine. Elle affaiblit aussi leur capacité militaire, malgré les soins et les dépenses spéciales accordées à cet aspect de la production. Cette double considération inspire les manoeuvres sur l'armement atomique.

Il s'agit donc d'une détermination de la concurrence marchande, et par conséquent, militaire, envisagée à longue échéance, sauf incidences imprévisibles. Toutefois, l'aspect concurrentiel du capitalisme dans l'actuelle conjoncture, à partir de laquelle le perfectionnement technique, même important, loin de porter un développement social, lui fait obstacle et le corrode, ne nous intéresse pas, nous les révolutionnaires, sauf pour le dénoncer : une contrainte réactionnaire à démanteler. Et cette dénonciation est une des conditions indispensables à la reprise d'une activité révolutionnaire générale. Il est écrit dans des

documents de notre tendance, et on le voit ratifié par tout ce qui se passe dans les deux Blocs et même dans les pays arriérés, que le capitalisme n'est plus en mesure de se servir de la science de manière pleinement scientifique. A l'opposé, il contre les intérêts immédiats des individus, dont l'ensemble représente les intérêts collectifs et historiques de l'humanité ; il utilise la science contre la science elle-même.

L'esquive politique de la transparence mérite de notre part beaucoup plus d'attention que la charlatanerie technologisante de Gorbatchev ou de tout autre. De même que Khrouchtchev autrefois, et d'autres dans la pénombre, le nouveau Secrétaire Général se rend compte, sans le dire pour autant, qu'un des plus importants obstacles au fonctionnement normal de l'économie russe, toutes choses égales par ailleurs, se trouve dans la résistance passive. Elle est universellement opposée aux conditions de vie, de travail, de ravitaillement, ainsi qu'au mensonge informatif quotidien dont toute la population est victime, la classe ouvrière en particulier.

C'est le mépris, jusqu'à la nausée, auquel est vouée la caste dictatoriale. Aussi longtemps que cet empêchement durera, ni la robotique, ni l'informatique, ni une quelconque découverte scientifique n'arrangeront les affaires internes des gouvernants. Pas d'avantage hors des frontières où rien n'inversera la débâcle des partis pro-russes.

La transparence ou netteté (glasnot) tant vantée vise à surmonter ces difficultés. Gorbatchev personnellement laissa tomber dans un de ses discours sur la réorganisation : "Ce sera une seconde révolution de 1917". L'appât ainsi jeté révèle (il faut s'en féliciter) que la braise de 1917 réchauffe encore le cœur des prolétaires, au contraire de ce que couvent tant de mentalités d'intellectuels grandis dans le sérail de la caste bureaucratique. Eveiller un espoir dans le sens d'Octobre rouge donnerait au pouvoir un crédit nouveau, provisoirement au moins, mais moneyable en plus-value. Les "réhabilitations" et les retouches à l'histoire vont dans le même sens, encore que fausses elles aussi, en plus de ce que l'on taxe de liberté. Le tout porte indéfectiblement le sceau du système : K . G . B .

Il est certain que la masse des exploités restera dans l'expectative, sans mordre à l'appât qu'on lui met sous le nez. Mieux, il existe la possibilité et donc la nécessité pour les opprimés, de transformer l'hostilité passive en lutte active, jusqu'à se ruer insurrectionnellement à l'assaut du Parti-Etat, dans son repaire même. Pour conjurer cette possibilité précisément, Gorbatchev brandit comme un leurre le souvenir de 1917. Il sait pertinemment qu'une récurrence révolutionnaire du prolétariat ferait table rase du régime politique et du système économique. Devant une telle nécessité, ceux qui mendient la démocratie et les réhabilitations prêtent leur concours aux manoeuvres du KGB contre la révolution. A ce sujet, les organisations qui se réclament de Trotski et qui demandent à ses assassins de le réhabiliter méritent une mention spéciale. Elle salissent sa mémoire et lavent le visage de la contre-révolution.

L'escroquerie idéologique a été à la base du stalinisme dès ses premiers agissements et sera toujours présente dans chacune de ses phases. Celle qui entre en jeu avec Gorbatchev représente le comble de l'escroquerie constante et générale. Pour tous les hiérarques, elle a quelque chose de désespéré, car pendant un bon demi-siècle d'absolutisme dans tous les aspects, ils n'ont pas réussi à mettre en marche normalement leur capitalisme, ni apaisé l'hostilité de leurs sujets. On ne doit faire aucune conjecture sur le déroulement de la Gorbatchade, et d'autant moins qu'elle sera orientée par des évènements et des situations internes mais aussi externes au Bloc russe. Toutefois, une chose est indubitable: pour que le dénouement se produise du côté révolutionnaire, il faut que le prolétariat donne l'assaut au pouvoir et détruise toute l'oeuvre de la contre-révolution, c'est-à-dire du stalinisme. Dans ce sens les révolutionnaires du monde entier ont le devoir d'aider le prolétariat russe.

Malgré son bavardage plus ou moins trompeur, Gorbatchev ne peut cacher sa filiation contre-révolutionnaire. Rassurant spécialement les siens, il a dit : "le stalinisme est une invention de l'ennemi". Il fait référence aux ennemis de la contre-révolution, les premiers qui l'ont appelée stalinienne, et par la même occasion, il offrait une garantie à la caste contre-révolutionnaire dont lui-même fait partie. Sous sa dictature ou sous celle d'un autre, tout ce qu'entreprendra le Parti-Etat aura pour objectif de revigorer et perfectionner les relations d'exploitation et le despotisme des gouvernants. Cependant, sans préjudice de ce qui vise à donner le change à la classe ouvrière, et de garanties à ses semblables de l'appareil, la haute bureaucratie est contrainte de se démasquer en ayant recours à l'impérialisme rival.

Elle sollicite l'appartenance au Fond Monétaire International (FMI) et à d'autres organismes du même bord : elle a proclamé "l'interdépendance des Etats de la communauté mondiale", quelque chose que seule permet l'identité du système économique, même si les régimes politiques sont différents. Plus récemment, le bavard Secrétaire Général a déclaré : "L'Union Soviétique fait aussi partie de l'Europe", clin d'oeil évident à la Communauté capitaliste européenne. Elle tache aussi de s'introduire parmi les actionnaires constructeurs du tunnel sous la Manche (avec Bouygues du côté français). Et toutes les oreilles écoutent avec complaisance. Dans une conférence des pays occidentaux réunis au Minnesota, au moment de terminer cet article, on déclara sans qu'il y ait la moindre opposition, qu'il était souhaitable d'aider la Russie à sortir de sa condition de "nain économique".

Pas plus que des mesures intérieures, l'aide occidentale ne pourra sortir la Russie du marasme social et de la dégradation où la caste stalinienne l'a embourbé pendant d'interminables décennies. Sans mentionner plus de raisons, cette impossibilité est établie par une raison historique fondamentale : la technologie, entre les mains du capital, ne peut plus être utilisée -il faut l'avoir à l'esprit en permanence- que contre l'homme. C'est une réalité mondiale chaque fois plus accablante. C'est ainsi que se manifeste la crise de civilisation capitaliste, dans laquelle s'est introduite la contre-révolution bureaucratique, sous couvert de "socialisme" en un seul pays.

Il se produit donc une double corroboration, puisqu'à cet effet négatif s'ajoute, exaspérant, le régime politique comme garant de l'énorme contrefaçon historique. Nous ne pouvons que mettre au pilori la gorbatchade, en la dénonçant sous tous ses aspects avec le maximum d'énergie. L'aider, ou lui accorder un tant soit peu de crédit, c'est trahir la future révolution russe et mondiale. Il ne peut pas y avoir une autre transparence.

Il faut parler pour les exploités. Quoique notre voix n'atteigne certes pas la Russie actuellement, cela vaut également pour la Chine, les Etats-Unis, l'Europe occidentale, l'Asie, l'Amérique Latine, du Mexique et de Cuba jusqu'au Chili et l'Argentine. Partout il faut clamer : nous ne trouverons aucune solution sans changer de haut en bas la distribution du produit social du travail dénoncée au commencement de cet article. Les 4500 millions de personnes (85% de la population) actuellement rationnées avec seulement 20% du produit de leur travail, doivent s'emparer de la totalité et supprimer toute dépense, toute activité ne répondant pas à leur propre consommation, y compris culturelle, sanitaire, etc. A cette fin, il est indispensable de ravir le pouvoir aux 15% de capitalistes individuels ou collectifs qui accaparent les 80% de la richesse. La classe ouvrière deviendra ainsi le facteur subjectif de l'économie, représentant la société tout entière. Une nouvelle civilisation sera inaugurée, mondiale, sans classe, sans Etat, sans oppression. Cela commencera là où l'occasion s'en présentera, et elle peut, elle doit se présenter en Russie.

La résistance passive abandonne le chemin, libre, à ce qui existe, et en Russie le K.G.B. guêtera toujours dans chaque usine, dans chaque quartier, derrière chaque coin de rue. Contre lui il faut s'organiser en tant que classe exploitée, et comme parti politique révolutionnaire au sein de la classe.

septembre-octobre 1987

G.Munis.

ATTENTION!

* * * * *

DANS LE PROCHAIN NUMERO DE L'ARME DE LA CRITIQUE PARAITRA UNE ARTICLE :

" COUPS D'ECLAIRS SUR L'ETAT "

par G.Munis. C'est l'ébauche d'un livre, du même titre, à publier... et dont la publication ne dépend pas que de nos volontés.

* * * * *